

# Intégration commerciale en Afrique. Libérer le potentiel du continent dans un monde en évolution.

## Résumé

La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en 2018 a donné naissance à la plus grande zone de libre-échange du monde par sa population (1,3 milliard d'habitants), avec un PIB combiné de 3 000 milliards de dollars en 2022. La ZLECAf offre à ses membres l'occasion de tirer parti de l'expansion des échanges commerciaux pour stimuler la croissance et relever les niveaux de vie sur l'ensemble du continent. Ce document des services du Fonds Monétaire International (FMI) examine les perspectives d'intégration commerciale en Afrique dans le contexte d'un monde en mutation, marqué par le changement climatique, les risques de fragmentation géopolitique, le progrès technologique et l'essor démographique prévu de l'Afrique. Il examine les politiques à mettre en œuvre pour assurer le succès de la ZLECAf qui, associées à des réformes complémentaires, permettraient de maximiser les gains potentiels d'une intégration renforcée des échanges en Afrique.

Le commerce transfrontalier a connu une croissance relativement modeste en Afrique au cours des dernières décennies, avec une croissance limitée du commerce des marchandises et une part du commerce des services dans le PIB restant inchangée. Les exportations du continent vers le reste du monde restent dominées par les produits de base, tandis que le commerce au sein de la région est plus diversifié et comprend une plus grande part de produits transformés. Cette structure des échanges reflète l'intégration restreinte du continent dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) ainsi que le paysage fragmenté des politiques commerciales. Ce dernier se caractérise par de multiples communautés économiques régionale et un climat des affaires peu propice en raison des insuffisances structurelles, notamment sur le plan des réseaux de transport, des procédures douanières et frontalières, et de l'accès au financement. Par ailleurs, le commerce transfrontalier informel semble occuper une place importante, bien qu'il soit difficile à mesurer. Ces tendances, notamment la nature plus diversifiée des échanges intra-africains, laissent entrevoir les gains significatifs pour le commerce africain qu'apporteraient la constitution de chaînes de valeur régionales, l'unification du paysage des politiques commerciales et le renforcement du cadre des échanges.

La mise en œuvre de la ZLECAf entraînera d'importantes réductions des barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays africains. Ces réductions pourraient accroître de 15 % le flux médian des échanges de marchandises entre les pays africains et de 1,25 % le PIB réel médian par habitant. Si la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires s'accompagne d'une amélioration notable du climat des affaires, les gains pour les pays seraient nettement plus élevés. Il ressort de ce document que des réformes globales conjuguées à la mise en œuvre de la ZLECAf pourraient augmenter le flux médian des échanges de marchandises de 53 % entre les pays africains et de 15 % avec le reste du monde, et de ce fait augmenter le PIB réel par habitant du pays africain médian de plus de 10 %. Ce résultat fait écho aux conclusions des travaux

publiés selon lesquelles les réformes commerciales pourraient contribuer à réduire de 30 à 50 millions de personnes supplémentaires la prévalence de l'extrême pauvreté sur le continent.

L'établissement de la ZLECAf intervient à un moment où l'évolution de l'environnement mondial présente à la fois des opportunités et des difficultés pour l'Afrique. Une intégration plus poussée des échanges peut aider le continent à tirer parti des possibilités offertes par les évolutions technologiques et les tendances démographiques et à renforcer sa résilience face à des chocs comme le changement climatique et la fragmentation géopolitique. En particulier, une plus grande ouverture aux échanges aiderait les pays à s'adapter au changement climatique et à renforcer la sécurité alimentaire, notamment en améliorant la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires. La diversification et l'expansion des échanges pourraient atténuer les effets des perturbations sur des marchés et produits spécifiques qui peuvent résulter des changements dans la structure du commerce mondial. C'est principalement au moyen du commerce international que l'émergence de nouvelles technologies et la numérisation, conjuguées à une main-d'œuvre en croissance rapide, pourraient créer des emplois nouveaux et mieux rémunérés.

Pour saisir ces opportunités, il faudra investir dans le capital physique et humain, créer un cadre robuste sur le plan macroéconomique et du climat des affaires propice à une croissance tirée par le secteur privé, et moderniser le dispositif de protection sociale afin de soutenir les plus vulnérables pendant la période de transition qui placera le continent sur une trajectoire de croissance plus élevée.